

Sous embargo jusqu'au 19 janvier 2010

La crise financière menace de faire reculer l'éducation dans le monde, selon un rapport de l'UNESCO

New York, 19 janvier – Suite à la crise financière mondiale, des millions d'enfants vivant dans les pays les plus pauvres de la planète risquent d'être privés d'accès à l'éducation, met en garde le *Rapport mondial de suivi* sur l'Education pour tous 2010. Alors que 72 millions d'enfants dans le monde ne sont toujours pas scolarisés, l'effet conjugué du ralentissement de la croissance économique, de l'augmentation de la pauvreté et de la pression accrue sur les budgets pourraient venir entamer les progrès réalisés au cours des dix dernières années.

« Alors que les pays riches s'emploient à redresser leur économie, de nombreux pays pauvres risquent de voir se dégrader très prochainement leur situation en matière d'éducation. Nous ne pouvons nous permettre qu'une génération d'enfants soit sacrifiée et privée de ses chances d'accéder à l'éducation et de sortir de la pauvreté », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

Le Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous, réalisé chaque année par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, évalue la progression au niveau mondial des six objectifs de l'Education pour tous sur lesquels 160 pays se sont engagés en 2000.

Intitulé « Atteindre les marginalisés », le Rapport 2010 note des avancées spectaculaires en matière d'éducation au cours des dix dernières années. Malgré ces progrès, la communauté internationale n'atteindra certainement pas l'objectif d'enseignement primaire universel d'ici 2015. Le rapport souligne l'incapacité des gouvernements à remédier aux inégalités nationales extrêmes et des donateurs à mobiliser des ressources suffisantes. Les auteurs estiment à 16 milliards de dollars le déficit de financement annuel à combler pour atteindre les objectifs clé en matière d'éducation, soit une hausse significative par rapport aux estimations passées.

DES OBJECTIFS HORS D'ATTEINTE

Les progrès réalisés au cours de la décennie démentent l'idée reçue selon laquelle les pays pauvres seraient incapables de progresser rapidement en matière d'éducation. Le rapport « Atteindre les marginalisés » souligne toutefois que de nombreux pays risquent de ne pas atteindre les objectifs fixés en 2000 car les gouvernements ont été dans l'incapacité de remédier aux inégalités et les donateurs de tenir leurs engagements.

Environ 72 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (auxquels il faut ajouter 71 millions d'adolescents) ne sont pas scolarisés. Si les tendances actuelles se confirment, 56 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne seront toujours pas scolarisés en 2015. Les disparités entre les sexes restent profondément ancrées : parmi les pays en développement, 28 présentent un rapport de dix garçons scolarisés en primaire pour neuf filles ou moins. Peu de progrès ont été réalisés pour

atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié le nombre d'adultes analphabètes, un phénomène qui touche aujourd'hui 759 millions d'adultes dont deux tiers de femmes.

ECHEC COLLECTIF DE L'AIDE

On assiste à un échec collectif de la communauté des donateurs qui n'a pas respecté l'engagement pris en 2000, selon lequel « aucun pays qui [avait] pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation pour tous ne [verrait] ses efforts contrariés par le manque de ressources » :

Le rapport estime que les pays à faibles revenus pourraient dégager 7 milliards de dollars supplémentaires par an, soit 0,7 % de leur PIB, en accroissant les ressources nationales et en affectant un plus grand pourcentage de leur budget à l'éducation. Mais, en dépit de ces efforts, le Rapport mondial de suivi estime encore à 16 milliards de dollars annuels le **déficit à combler** pour que 46 pays à faibles revenus atteignent l'Education pour tous. Les auteurs du rapport en appellent au Secrétaire général des Nations Unies pour convoquer une conférence de donateurs de haut niveau en 2010 afin de combler ce déficit de financement.

Les pays riches et les institutions financières internationales gonflent le montant de l'aide consentie aux pays pauvres. « Les pays riches ont mobilisé des sommes colossales pour stabiliser leur système financier et protéger leurs infrastructures économiques et sociales les plus importantes, mais ils ont fourni une aide dérisoire aux pays pauvres », estime Kevin Watkins, Directeur du Rapport mondial de suivi.

L'Initiative de mise en œuvre accélérée, pièce maîtresse de l'aide multilatérale pour l'éducation, doit être réformée en profondeur. Les sommes débloquées sont très faibles, les pays en développement pèsent peu dans la gouvernance, le rôle du secteur privé est réduit et les pays en proie à des conflits ne sont pas assistés de manière efficace.

COMBATTRE LA PAUVRETE D'EDUCATION POUR PROGRESSER

Les inégalités extrêmes et persistantes liées à la pauvreté, au sexe, à l'ethnicité et à la langue ralentissent la progression en matière d'éducation. Le rapport utilise un nouvel outil de mesure (ensemble de données sur la marginalisation et les manques dans l'éducation) pour étudier l'étendue des désavantages à l'aide d'un seuil de « **pauvreté d'éducation** », fixé à quatre années de scolarisation

Le rapport identifie des mesures qui parviennent à contrebalancer les inégalités persistantes dans l'éducation. Il préconise notamment de *rendre la scolarisation plus accessible et abordable financièrement* en réduisant les frais de scolarité et les dépenses informelles et en offrant des incitations financières ciblées ; *de renforcer l'environnement d'apprentissage* grâce à des enseignants hautement qualifiés et un élargissement de l'enseignement interculturel bilingue ; *d'augmenter les droits et les opportunités* en intégrant les stratégies d'éducation à des politiques de lutte contre la marginalisation plus larges (protection sociale, droits légaux renforcés et distribution plus équitable des dépenses publiques).

Le rapport complet est disponible à l'adresse :

<http://www.unesco.org/en/efareport/reports/2010-marginalization/embargo-media/>
nom d'utilisateur & mot de passe = media2010

Photos : www.unesco.org/en/photos/efa_2010

Un b-roll est également disponible.
Veuillez contacter Carole Darmouni,
Bureau de l'information du public de l'UNESCO
tél : +33 1 45 68 17 38 ; c.darmouni@unesco.org

Pour obtenir plus d'informations ou des interviews, contactez :

A Paris :

Agnès Bardon
Bureau de l'information du public de l'UNESCO
tél : +33 1 45 68 17 64 ; a.bardon@unesco.org

ou

Sue Williams
Bureau de l'information du public de l'UNESCO
tél : +33 1 45 68 17 06 ; s.williams@unesco.org

A New York :

Marisol Sanjines
tél : +1 646 4201 8036 ; m.sanjines@unesco.org